



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

25-05-2015

Supprimer le capital : un enjeu essentiel pour satisfaire les besoins sociaux

«**E**mbellie », « reprise de la croissance », « sortie de crise », etc.... Autant de termes utilisés pour jeter le voile sur une autre réalité et surtout tenter de convaincre qu'il n'y a qu'un avenir politique possible: le capital.

Qu'en est-il exactement ?

Les mots n'ont pas la même signification dans la bouche de ceux qui gouvernent le pays (les multinationales et le gouvernement serviteur) et celle (les travailleurs et le peuple) qui subissent les conséquences de la politique qu'ils mènent.

« L'embellie », c'est l'augmentation considérable des profits depuis la « crise » de 2008 savamment orchestrée pour porter des coups aux acquis sociaux, baisser les salaires, fermer des usines, supprimer massivement des emplois, casser les services publics, aggraver les conditions de travail pour le profit.

Cette politique n'est profitable qu'au capital, il suffit pour s'en convaincre d'examiner la situation économique et sociale :

- **la production industrielle en France est à son niveau de 1994, elle a reculé de 16,5 % par rapport à son niveau de 2008 (année de l'annonce de la crise),**
- **2,5 millions d'emplois ont été détruits en 25 ans dans l'industrie, 150 000 depuis 2012,**
- **13 500 emplois ont été supprimés au premier trimestre 2015 dans le secteur marchand.**

Depuis ces derniers mois on assiste à une accélération sans précédent des fusions acquisitions, achats, ventes entre multinationales.

À la recherche de profits immédiats, les multinationales se livrent à une guerre sans merci dont les travailleurs sont les principales victimes : suppressions d'emplois, baisse des salaires, temps de travail, font l'objet d'accords « négociés »

avec les « partenaires sociaux », c'est le chantage à l'emploi pour obtenir la baisse du « coût du travail ».

Les exemples sont nombreux :

- Areva annonce la suppression de 4 à 6000 emplois (voir article du 19 mai sur le site),

- Alcatel-Lucent fusionne avec Nokia, c'est une nouvelle étape dans le démantèlement d'Alcatel Alsthom, ex CGE, ex CIT, ex SACM etc.

Autrefois entreprise nationale, Alcatel Alsthom était leader mondial dans toutes ses activités et employait 200 000 travailleurs. Privatisée en 1987, soumise aux appétits du capital, c'est la curée : suppressions d'emplois, restructurations diverses, vente à l'allemand Lucent, le démantèlement de s'est jamais arrêté, 100 000 emplois ont été supprimés depuis 1987.

La fusion avec Nokia, présentée comme « indispensable pour sauver d'entreprise » est en réalité une nouvelle étape dans l'exploitation du travail pour toujours plus de profit.

- Renault Trucks (camions) dont l'actionnaire principal est Volvo depuis 2001 a supprimé 508 emplois en 2014 et veut en supprimer 512 en 2015 en France.

En un an, le groupe a supprimé 4000 emplois dans le monde sur un total de 104 000. Au premier trimestre 2015 Renault – Volvo – Trucks a réalisé un bénéfice net de 457 millions d'euros.

- GDF (Gaz de France, nationalisé en 46), depuis sa fusion avec Suez en 2008 restructure ses activités, remet en cause les acquis de l'ex entreprise nationale, supprime des emplois (3000 en 18 mois).

En avril 2015, GDF Suez change de nom pour devenir Engie, le but est de faciliter les opérations financières, participer à la concurrence internationale dans le secteur de l'énergie, et au passage faire oublier l'histoire nationale de l'entreprise. Engie c'est 22,1 milliards de chiffres d'affaires et 3,6 milliards de résultats financiers.

- Holcim (Suisse) fusionne avec Lafarge (deux multinationales du ciment). Le contrat de fusion à peine signé (début mai), le groupe annonce une première vague de 480 emplois supprimés.

Le nouveau groupe pèse 35 milliards d'euros de chiffre d'affaires, implanté dans une centaine de pays, il compte 130 000 salariés et se donne entre 12 et 18 mois pour « rationaliser ses activités ». On sait ce que cela veut dire...

- Norbert Dentressangle (multinationale du transport) est vendu à XPO – Logistics (USA) le 28 avril dernier. La transaction financière s'élève à 3,24 milliards d'euros et sera conclue au cours du deuxième trimestre.

Le nouveau groupe souhaite tripler ses profits et se donne 18 mois pour mesurer l'impact de la restructuration et prendre les décisions adéquates. On devine lesquelles...

Le chiffre d'affaires de Dentressangle a augmenté de 21 % au premier trimestre 2015 pour atteindre 1,3 milliards d'euros sur un an.

- Vallourec (multinationale. Fabrication de tubes, oléoduc, gazoduc, auto) est implantée dans 20 pays et compte 23 000 salariés. L'entreprise a réalisé 5,7 milliards de chiffre d'affaires, 224 millions de résultats nets en 2014 (53 millions au premier trimestre 2015).

Vallourec vient d'annoncer une réduction des « coûts » (lesquels ?), la diminution de 30 % de ses capacités de production de tubes d'ici à 2017.

D'ores et déjà, elle supprime 12 % de ses effectifs en France et ferme deux usines. Dans le même temps elle a racheté pour 9,9 millions de ses propres actions en 2014 et annonce une distribution de dividendes en juin 2015.

On pourrait poursuivre la liste des multinationales qui fusionnent, restructurent comme par exemple Peugeot avec Dongfen (moins 8000 emplois), Renault avec Nissan (moins 10 000 emplois) dans l'automobile, Alstom avec général Electric, Bombardier dans le transport ferroviaire, Siemens (moins 13 000 emplois en deux ans), le groupe Schneider dans l'industrie électrique qui annonce la fermeture de deux usines en France pour les délocaliser, Airbus dont les plans de licenciement se succèdent mais qui verse 1 milliard aux actionnaires, Airbus annonce une nouvelle restructuration, Numéricable – SFR – Altice dans la téléphonie, Auchan et Système U dans la grande distribution, les fusions qui se dessinent dans l'agro-alimentaire, les banques et assurances (qui projettent de supprimer 15 000 emplois d'ici trois ou quatre ans), l'industrie pharmaceutique avec Sanofi, Fabre etc.

Ces entreprises, grands groupes industriels ont tous des points communs : leurs profits explosent (plus 40 % en 2014), la rémunération des actionnaires également (plus 30 % en 2014), et tous utilisent les mêmes moyens : fermetures d'entreprises suppressions d'emplois, délocalisations, démantèlement, restructurations, baisse des salaires, suppression des acquis sociaux etc....

Est-il encore besoin de démontrer que le capitalisme est dangereux, dangereux pour la classe ouvrière et le peuple qui s'appauvrissent au rythme de son développement Dangereux pour l'économie indispensable à la réponse aux besoins sociaux.

Supprimer le capital est paraît-il une perspective d'un autre siècle, d'un autre âge !! Ce discours distillé tous les jours par la propagande capitaliste (voir article sur la presse et les médias sur le site) est repris par tous les partis politiques sans exception.

Nous avons créé Communistes pour développer une perspective politique claire : tant que le capital existera, le peuple en paiera le prix. L'union du peuple dans la lutte pour le supprimer est la seule voie possible.

Les exemples (non exhaustifs) donnés dans ce papier sont démonstratifs de ce qu'il faut faire : **chasser le capital, lui prendre les moyens de production et d'échange sans aucun compromis, utiliser les moyens considérables créés par le travail pour satisfaire les besoins des travailleurs et du peuple.**

En clair construire une société socialiste maîtrisée et dirigée par le peuple.

Le chemin est long, mais c'est le seul.

Pour cela il faut lutter tous les jours, jour après jour, sans jamais perdre de vue la société qu'il faut construire.

Détruire le capitalisme est notre objectif, rejoignez-nous pour y parvenir.